

ACTION DES ELUS

Inondations : Rainaud intervient au Sénat

Les obstacles au crédit pour les collectivités mettent en péril la prévention des inondations.



► M. Rainaud, sénateur, sera au Palais du Luxembourg. Ch.B.

Près de la moitié des travaux prévus par les collectivités dans le cadre du Plan d'action de prévention des inondations (Papi) sont actuellement en attente et pourraient être purement et simplement abandonnés si l'accès au crédit des collectivités n'est pas amélioré.

C'est la sonnette d'alarme que va tirer aujourd'hui, au Palais du Luxembourg, le sénateur et ancien président du conseil général de l'Aude, Marcel Rainaud.

L'élu, qui a mis en place après les terribles inondations de novembre 1999 dans l'Aude, un système de financement croisé des travaux de prévention de ce risque, va « intervenir auprès de la Ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, sur la situation des capacités d'investissement des collectivités remises en cause par des difficultés à obtenir de la part des établissements bancaires des prêts ou encore des lignes de trésorerie », indique son secrétariat. Dans son intervention, Mar-

cel Rainaud va notamment évoquer le Smmar (Syndicat mixte des milieux aquatiques et des rivières de l'Aude) qu'il a créé en 1999 et qui regroupe aujourd'hui les 438 communes audoises organisées en 18 syndicats de bassin.

Banque publique d'investissement

« À ce jour, un problème se pose, lié à l'accès à l'emprunt des maîtres d'ouvrage. Sur une enveloppe de 80 millions d'euros, 45 sont d'ores et déjà engagés et 35 sont en attente, parce que les syndicats de bassin n'obtiennent ni ligne de trésorerie ni prêt de la part des organismes bancaires, explique M. Rainaud, qui ajoute, la conséquence est au mieux le décalage dans le temps au pire l'abandon des projets et la baisse de l'enveloppe pour le Papi à venir ». Devant Marylise Lebranchu, Marcel Rainaud va évoquer la création d'une banque publique d'investissement, promesse de campagne du candidat Hollande, seule solution, selon lui, pour faire face à ces restrictions de l'accès au crédit.